

## **Crise migratoire à la frontière Pologne-Biélorussie : bras de fer entre l'UE et la Biélorussie**

Par Achille VILLECOURT

**D**EPUIS novembre 2021, la frontière entre la Pologne, pays membre de l'Union européenne (UE), et la Biélorussie, ancienne république socialiste soviétique membre de l'URSS avant la dissolution de cette dernière en 1991, est marquée par une extrême tension. Les migrants, sous des températures glaciales et dans des conditions extrêmes, sont pris en étau entre, d'un côté, l'armée biélorusse qui les pousse à entrer au sein de l'Union européenne et, de l'autre, les forces de l'ordre polonaises qui barricadent les frontières extérieures de l'UE à l'aide d'une clôture de barbelés et repoussent les migrants afin de faire face à de nombreux flux.

Quels sont les défis et les enjeux de la crise migratoire actuelle à la frontière entre la Pologne et Biélorussie ?

## Quelle a été l'évolution des frontières de la Pologne et de la Biélorussie depuis 1991 ?

À la suite de la Seconde Guerre mondiale (1939-1945), la conférence de Yalta rassemble les dirigeants de l'URSS, du Royaume-Uni et des États-Unis d'Amérique — respectivement Joseph STALINE, Winston CHURCHILL et Franklin DELANO ROOSEVELT — et fixe la frontière entre la Pologne et l'URSS à la ligne de Curzon proposée en 1919-1920. Ce n'est alors qu'en 1991 lors la dissolution de

l'URSS que la Biélorussie devient indépendante des soviétiques et qu'entre en vigueur la frontière entre la République de Pologne et la République de Biélorussie. Le tracé de cette frontière reste depuis inchangé et constitue une frontière externe de l'Union européenne depuis 2004 et également une frontière extérieure de l'espace Schengen depuis 2007 (dates respectives de l'entrée de la Pologne au sein de l'Union européenne puis au sein de l'espace Schengen)<sup>1</sup>.

## Quelle est la provenance et la destination des migrants, principales victimes de cette crise migratoire ?

Tout d'abord, les victimes principales de cette crise migratoire actuelle sont les migrants qui proviennent essentiellement du Moyen-Orient (principalement d'Irak et de Syrie) et d'Afrique (*cf. figure 1 page 1*).

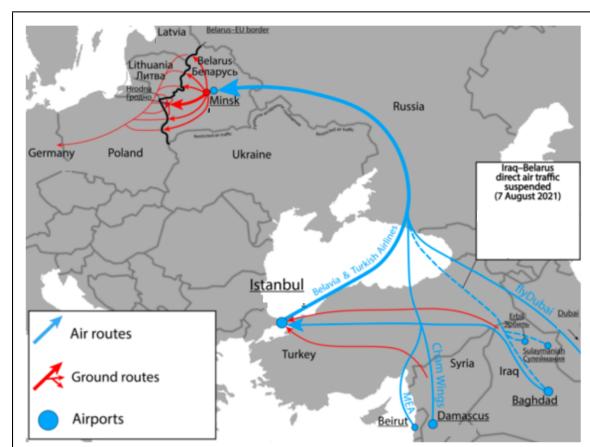


FIGURE 1 – Origines des migrants illégaux et leurs principaux itinéraires vers la Biélorussie et la frontière avec l'Union européenne.

## 1. « Frontière Biélorussie-Pologne », *Mission opérationnelle transfrontalière* (MOT), 10 août 2021.

Ils seraient entre 3 000 et 4 000<sup>2</sup> situés le long des 418 kilomètres de la frontière entre la Pologne et Biélorussie, c'est-à-dire à la frontière extérieure de l'Union européenne et donc *de facto* à la frontière de l'espace Schengen qui permet, entre autres, la libre circulation des personnes (cf. figure 2 page 2).

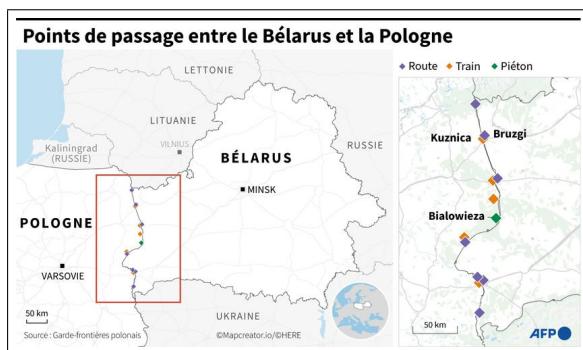


FIGURE 2 – Différents points de passage à la frontière Pologne-Biélorussie.

Ils essayent donc de traverser la frontière, les barrières frontalières de l'Union européenne afin de pouvoir circuler librement au sein de l'UE et de se diriger, *in fine*, vers les pays de l'Ouest plus développés. Les migrants, une fois les frontières externes de l'Union européenne franchies, sont libres de franchir les frontières internes de l'UE et des États membres de l'espace Schengen. Les migrants sont bloqués aux limites des frontières extérieures de l'UE entre une zone militarisée large de plus de trois kilomètres gardée par les gardes polonais appuyés par 20 000 policiers et militaires (cf. figure 3 page 3) qui répliquent par des jets de gaz lacrymogène<sup>3</sup> et les gardes-frontières biélorusses qui poussent les migrants à avancer en tirant à balles réelles<sup>4</sup>. Douze morts sont déjà comptabilisés parmi les migrants qui ne cessent de voir leurs conditions de vie se dégrader à fur et à mesure que la crise se prolonge<sup>5</sup>.

## La Russie : simple observatrice ou commanditaire ?

Selon les médias et les gouvernements occidentaux, la Russie tirerait les ficelles dans l'ombre de la Biélorussie qui achemine volontairement les migrants par charters<sup>6</sup> (avions spécialement affrétés pour transporter un groupe de passagers, en l'occurrence des migrants illégaux). Les vols vers Minsk, capitale de la Biélorussie, en provenance du Moyen-Orient — notamment de Beyrouth et de Damas — s'intensifient avec, à bord, des migrants illégaux qui vont tenter de franchir la frontière avec la Pologne. La Russie organiserait donc cette crise migratoire afin de permettre à la Biélorussie de se venger des sanctions européennes en faisant venir des milliers de migrants en leur donnant des visas touristiques et en les acheminant par charters dans le but de mettre sous pression la frontière polonaise extérieure de l'UE. En effet, la Biélorussie est soumise à une succession de sanctions imposées par l'Union européenne : les sanctions du Conseil de l'UE suite à une manifestation sévèrement réprimée

2. Marion GAUTHIER et Isabelle ORY, « Tensions Pologne-Biélorussie : qui sont les responsables de la crise migratoire ? », *Europe 1*, 10 novembre 2021.

3. « Pologne : tirs de gaz lacrymogène contre des migrants à la frontière avec la Biélorussie », *Le Figaro*, 16 novembre 2021.

4. Alain CHARLISH et Felix HOSKE, « L'UE accuse la Biélorussie d'instrumentaliser les migrants "comme un voyou" », *Reuters*, 9 novembre 2021.

5. Thomas GUIEN, « 12 morts, aide humanitaire bloquée... Le point sur la crise migratoire à la frontière entre la Pologne et le Bélarus », *LCI*, 3 décembre 2021.

6. Laure STEPHAN, Jakub IWANIUK et Madjid ZERROUKY, « La Biélorussie orchestre l'arrivée de migrants par charters pour faire pression sur l'Europe », *Le Monde*, 10 novembre 2021.



FIGURE 3 – Zone militarisée polonaise entre la frontière extérieure de l’UE et sa frontière avec la Biélorussie.

lors de l’élection présidentielle de 2010 qui a vu Alexandre LOUKACHENKO être reconduit, l’interdiction à tout avion biélorusse de survoler l’espace aérien de l’UE en réponse au détournement du vol Ryanair 4978 transportant un journaliste et opposant au gouvernement biélorusse<sup>7</sup> et de nombreuses autres sanctions économiques contre le régime du président LOUKACHENKO. Le défi de la Russie — c’est-à-dire ce à quoi elle est confrontée concrètement pour arriver à son objectif — n’est pas moins de permettre à la Biélorussie de se venger de ses sanctions infligées que de se servir des questions d’immigration qui

sont génératrices de crises politiques. Ce que Vladimir POUTINE cherche à exploiter afin de déstabiliser l’Union européenne. Elle tente de profiter de cette tension entre l’UE et la Biélorussie pour consolider son alliance avec la Biélorussie d’un point de vue géopolitique et donc « d’éviter tout rapprochement avec l’Union européenne et l’OTAN » afin que la Biélorussie « reste dans son giron », comme le précise Alexandra GOUJON, maître de conférence en sciences politiques à l’université de Bourgogne<sup>8</sup>.

### Comment réagissent la communauté internationale et les institutions internationales ?

La communauté internationale, les institutions internationales et les organisations non gouvernementales (ONG) humanitaires réagissent de manière unanime à cette crise migratoire, que ce soit pour dénoncer les conditions des migrants ou le rôle de la Russie. En effet, le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) appelle la communauté internationale à solutionner cette crise afin de protéger le plus rapidement possible les réfugiés : « le HCR a lancé un appel pour une résolution urgente de la situation à la frontière entre la Pologne et le Bélarus. Et pour un accès immédiat et sans entrave aux personnes en déplacement », explique Filippo GRANDI, Haut Commissaire des Nations unies pour les réfu-

7. « Vol Ryanair intercepté par la Biélorussie : l’UE demande la "libération immédiate" de Roman PROTASSEVITCH », *Le Monde*, 24 mai 2021.

8. Marie-Violette BERNARD, « Alliée de la Biélorussie, médiatrice, simple observatrice... Quel rôle tient la Russie dans la crise migratoire à la frontière polonoise ? », *Franceinfo*, 16 novembre 2021.

giés<sup>9</sup>. Dans le même sens, les membres européens et américains du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (ONU) condamnent une « instrumentalisation orchestrée d'êtres humains » par Minsk afin de « déstabiliser la frontière extérieure de l'Union européenne »<sup>10</sup>. De même, la Croix-Rouge est l'une des ONG qui demande à pouvoir accéder à la zone afin de venir en aide aux migrants. Les hivers étant glaciaux dans cette région d'Europe, une intervention humanitaire rapide permettrait de sauver de nombreuses vies<sup>11</sup>. Enfin, l'Union européenne accuse le régime autoritaire du président biélorusse Alexandre LOUKACHENKO et la Russie d'avoir organisé cette crise migratoire en représailles des sanctions imposées à la Biélorussie tout en dénonçant une « instrumentalisation » des flux migratoires<sup>12</sup>. La Commission européenne, face à ce chantage migratoire — la Biélorussie annonçant dès fin mai qu'elle n'arrêterai pas les migrants en route pour l'Europe —, va établir « une liste noire » visant à sanctionner les entreprises de transport et de voyages complices du trafic de migrants<sup>13</sup>. De concert avec l'UE, la Pologne accuse Minsk de délivrer des visas aux migrants illégaux afin de les inciter à pénétrer la frontière extérieure de l'UE, de les acheminer à ladite frontière et même de leur fournir des outils pour forcer la clôture. D'où le fait que le Premier ministre polonais, Mateusz MORAWIECKI, accuse la Russie d'être le « commanditaire » de « l'attaque migratoire »<sup>14</sup>, expression justifiée par la volonté délibérée du président biélorusse de mettre en place une stratégie géopolitique avec son allié russe afin de déstabiliser l'Union européenne avec cette orchestration des flux migratoires.

## Chantage migratoire biélorusse : une stratégie récurrente des « démoncratures »

Alexandre LOUKACHENKO appartient au Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS) — seul parti politique autorisé dans l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) entre 1925 et 1990 — avant d'être élu président de la République de Biélorussie en 1994 puis réélu en 2001, 2006, 2010, 2015 et 2020. Il est dirigeant d'un régime qualifié de dictatorial et d'autoritaire par ses opposants occidentaux (États-Unis d'Amérique, Union européenne et le monde occidental plus généralement) en raison de la restriction des libertés publiques imposée en Biélorussie et surtout de sa réélection contestée en 2020 qui est entachée de fraudes massives<sup>15</sup>. La Biélorussie s'illustre dans cette crise migratoire par le chantage migratoire qu'elle exerce sur l'Union européenne en orchestrant délibérément les flux de migrants et en annonçant qu'elle n'arrêterait pas les migrants en direc-

9. Aida SANCHEZ ALONZO, « Crise migratoire Pologne-Bélarus : le HCR demande une solution rapide », *Euronews*, 11 novembre 2021.

10. « À l'ONU, les Occidentaux condamnent l'"instrumentalisation" des migrants par Minsk », *France 24*, 12 novembre 2021.

11. *Ibid.*

12. Eléa POMMIERS, « Biélorussie : "Personne, en Europe, ne se fait d'illusion sur le rôle de Moscou dans la crise" », *Le Monde*, 16 novembre 2021.

13. « Biélorussie : la Commission va établir une "liste noire" des sociétés complices du trafic de migrants », *Le Figaro*, 16 novembre 2021.

14. « Pologne-Biélorussie : Vladimir POUTINE dément toute responsabilité dans la crise migratoire », *Le Monde*, 13 novembre 2021.

15. « Manifestations de 2020-2021 en Biélorussie », *Wikipédia*, 17 décembre 2021.

tion de l'UE, comme le précise le président LOUKACHENKO avant même le début de la crise migratoire : « Jusqu'à présent, nous stoppions les migrants et les drogues, à vous de les arrêter »<sup>16</sup>. Cette stratégie de chantage migratoire a déjà été utilisée par une autre « démocrature » : la Turquie. En effet, en mars 2021, le président turc Recep Tayyip ERDOGAN a imposé l'appui de l'Union européenne dans ses initiatives visant à solutionner le conflit en Syrie si elle voulait mettre un terme à la crise migratoire. L'Union européenne à l'époque « rejette fermement l'usage par la Turquie de la pression migratoire à des fins politiques » et appelle la Turquie à respecter l'accord de 2016 conclu avec l'UE à la suite de la crise migratoire de 2015<sup>17</sup>.

### Tensions géopolitiques : quel est l'enjeu pour l'Union européenne dans cette crise migratoire ?

L'enjeu principal de l'Union européenne, c'est-à-dire ce qui est littéralement « en jeu », est de concilier, d'une part, les valeurs humanistes de la construction européenne tant proônées par les institutions européennes et par les occidentaux avec, d'autre part, le respect de ses frontières, la protection des citoyens européens et la stabilité européenne (cf. figure 4 page 5). En effet, l'UE fait face à une stratégie géopolitique de la part de ses adversaires. La Biélorussie, guidée dans l'ombre par la Russie, se sert des flux migratoires et des migrants comme arme géopolitique pour faire pression sur ses frontières et ainsi déstabiliser l'Union européenne. Bien que le ministre des Affaires étrangères biélorusse, Vladimir MAKEI, déclare avoir renvoyé 2 000 migrants



FIGURE 4 – *Cartoon* — c.-à-d. dessin caricatural et relevant d'une satire graphique — de Patrick CHAPPATTE, « Biélorussie : crise migratoire et drame humanitaire », *Der Spiegel*, 21 novembre 2021.

vers leurs pays pour endiguer l'immigration clandestine<sup>18</sup>. Cette situation est révélatrice des tensions entre l'UE et la Russie, associée à la Biélorussie : ces anciens pays soviétiques tentent d'exacerber et de profiter des pulsions identitaires au sein du Vieux continent afin de faire émerger des régimes nationalistes et extrémistes qu'ils considèrent comme des alliés<sup>19</sup>. L'Union européenne est ainsi amenée à se montrer ferme sur la politique d'asile et migratoire, au risque d'accroître la montée de ces partis et donc la crise démocratique en Europe, tout en garantissant les idéaux humanistes des

16. Marielle VITUREAU, « La Lituanie accuse LOUKACHENKO de mener une "guerre hybride" en utilisant les migrants », *Courrier international*, 16 juin 2021.

17. « Migrants : l'Europe dénonce le chantage de la Turquie », *La Presse*, 4 mars 2021.

18. « Crise migratoire à la frontière polonaise : la Biélorussie dit avoir renvoyé 2 000 migrants dans leurs pays », *Midi libre*, 12 novembre 2021.

19. Sophie AMSILI, « Les migrants servent de chair à canon pour déstabiliser l'Union européenne », *Les Echos*, 9 novembre 2021.

droits de l'homme. L'UE est aussi prise au piège par l'inflexibilité polonaise, le parlement polonais ayant déjà voté la construction d'un mur à la frontière avec la Biélorussie pour empêcher le passage des migrants en Pologne<sup>20</sup>, et se voit obligée de soutenir la politique polonaise. En veut pour preuve la déclaration à ce sujet de Josep BORRELL, haut représentant de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité : « Nous sommes pleinement solidaires avec les États membres qui subissent cette attaque hybride »<sup>21</sup>. Cette position inconfortable et embarrassante pour l'Union européenne aboutie à la passivité voir au mutisme des institutions européennes. En effet, l'absence de Frontex, l'agence européenne chargée du contrôle et de la gestion des frontières extérieures de l'Union européenne, est étonnante alors même que cette crise migratoire relève de ses compétences (d'autant plus que cette agence a été créée justement à la suite de la crise migratoire de 2015 qu'a connu l'UE). La Pologne allant jusqu'à refuser le soutien européen et l'aide de l'agence communautaire de garde-frontières et de garde-côtes<sup>22</sup>. En somme, cette crise migratoire est révélatrice des faiblesses de l'Europe et est davantage et surtout politique. Elle fait ressortir un manque d'unité et de coordination dans la politique d'asile et migratoire commune et marque la nécessité de renforcer la solidarité européenne<sup>23</sup>.

---

20. « Le parlement polonais approuve un mur anti-migrants à la frontière biélorusse », *Courrier international*, 29 octobre 2021.

21. « Biélorussie : Déclaration du haut représentant, au nom de l'Union européenne, sur la situation à la frontière de l'Union européenne », *Conseil de l'Union européenne*, 10 novembre 2021.

22. Raphaël CHAMOULAUD, « Crise migratoire : l'UE apporte son soutien à la Pologne face à la Biélorussie », *Toute l'Europe*, 10 novembre 2021.

23. Clément DANIEZ, « Pologne-Biélorussie : une crise migratoire révélatrice des faiblesses de l'Europe », *L'Express*, 9 novembre 2021.